

ÉDUCATION ■ 23 postes d'enseignants seront supprimés dans les écoles du Limousin à la rentrée 2023

Une avalanche de fermetures de classes ?

Les exigences d'économies qu'entend imposer le ministre de l'Éducation Pap N'Diaye au premier degré surprennent les syndicats, qui ne s'attendaient pas à une carte scolaire 2023-2024 aussi peu bienveillante. Le nord de la Haute-Vienne est particulièrement touché.

Florence Clavaud-Parant

Après un relatif répit de deux ans, les parents d'élèves d'Arnac-La-Poste sont de nouveau sur le qui-vive. Car à la rentrée prochaine, l'école à trois classes de cette petite commune du nord de la Haute-Vienne pourrait bien ne plus en compter que deux. « C'est récurrent chez nous, on nous avait déjà supprimé un poste en 2020, soupire Maëlle Tijeras, dont les deux enfants sont scolarisés à Arnac. Cette fois, on risque de se retrouver avec une quarantaine d'élèves de la petite section au CM2 répartis dans seulement deux classes, et en plus sur un territoire compliqué... »

Économiquement sinistré, le nord du département devrait payer l'an prochain le prix fort d'une

carte scolaire difficile au niveau national, et particulièrement défavorable à l'académie de Limoges. Au total, le ministère de l'Éducation nationale, supprimera 1.500 postes enseignants dans le premier degré, dont 23 en Limousin. Si la répartition de ces coupes sombres entre les trois départements de l'académie ne devrait être rendue publique que le 19 janvier, les écoles concernées sont peu à peu informées et le bouche à oreille fait le reste...

Arnac, Bellac, Razès, Bessines...

Arnac-la Poste, Saint-Sulpice-les-Feuilles, Bellac, Razès, Bessines-sur-Gartempe... Pas moins de neuf fermetures de classes seraient envisagées dans la circonscription nord de la Haute-Vienne. Mais ce n'est pas le seul secteur qui devrait souffrir des exigences d'économies qu'entend imposer le ministre de l'Éducation Pap N'Diaye au premier degré. Plus au sud, les écoles de Gorre, Saint-Laurent-Sur-Gorre ou encore Saint-Auvent pourraient également en faire les frais. Un revers pour Saint-Auvent, qui s'était pourtant vu at-



ÉCOLES. La rentrée 2023 s'annonce compliquée. ARCHIVES S. PARA

tribuer une classe supplémentaire en septembre dernier dans le cadre des derniers ajustements de rentrée...

« Des mairies et des écoles ont été informées par l'administration la veille de Noël, certaines ont même reçu un mail le vendredi à 16 h 30 ! », s'insurge Anabel Roy, la secrétaire départementale du Se-Unsa.

Devant l'ampleur des

mesures, la fédération enseignante a organisé ce vendredi à Limoges une réunion intersyndicale (*) afin de préparer une éventuelle riposte, alors que plusieurs réunions de concertation sont prévues tout au long du mois de janvier dans le cadre des préparatifs de la carte scolaire.

Mais les fermetures de classe ne sont pas la seule préoccupation des syndi-

cats. Ces derniers sont aussi convoqués dans quelques jours pour participer à un groupe de travail sur « les primarisations et les fusions d'établissements ». « C'est une première, et on n'y voit pas un bon signal », s'inquiète la représentante du SE.

Primarisations en vue

Un nombre significatif de primarisations seraient en effet envisagées à la rentrée 2023 dans le département. Il s'agit de regrouper dans une même entité (mais pas forcément sur un même site) une école maternelle et une école primaire. Une mesure qui peut être vue comme une simplification administrative, mais aussi comme une source d'économie pour l'État : l'Éducation nationale n'a plus alors à financer qu'une seule décharge de directeur, et peut aussi procéder à un "lissage" des effectifs (nombre d'élèves moyen par classes) pour justifier d'éventuels nouveaux retraits de postes.

Deux primarisations (ce ne sont pas les seules) seraient notamment proposées dans la seule ville de Saint-Junien : les écoles

maternelles (3 classes) et élémentaires (6 classes) de Chantemerle n'en formeraient alors plus qu'une, tout comme les écoles Joliot-Curie.

Un contexte de pénurie chronique

« Toutes ces mesures tombent d'autant plus mal que nous sommes dans un contexte de pénurie chronique, poursuit Anabel Roy. On a recensé en Haute-Vienne près d'une centaine de classes sans enseignant remplacé au plus fort de l'épidémie de décembre, et les 31 contractuels normalement prévus pour pallier ces lacunes ne sont même pas tous au rendez-vous parce que l'administration ne trouve plus de gens motivés.

Aux yeux des syndicats, qui ne s'attendaient visiblement pas à une carte scolaire aussi peu bienveillante, la crise de vocation pourrait considérablement s'aggraver au fur et à mesure que les moyens fondent, alors que 18 suppressions de postes sont également prévues dans le secondaire. ■

(*) SE-Unsa, Snuipp-FSU, FO, CGT-Education, Sgen-CFDT. Les syndicats ont également rencontré la sénatrice Isabelle Briquet.